

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Xavier Raufer

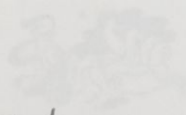
**Dictionnaire
technique et
critique des
nouvelles menaces**

024112698

355

D I C T I O N N A I R E
TECHNIQUE ET CRITIQUE
DES
TECHNIQUES
NOUVELLES MENACES
DES
NOUVELLES MENACES

SOUS LA DIRECTION DE
NAVIER KAUFER



172 1339-40391

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

DÉFENSE ET DÉFIS NOUVEAUX 2415436
collection dirigée par Xavier Raufer

DL-23 11 1998 48733

REVUE
TECHNIQUE ET CRITIQUE
DES
NOUVELLES MENACES

SOUS LA DIRECTION DE
XAVIER RAUFER

ISBN 2 13 049730 6

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1998, novembre

© Presses Universitaires de France, 1998
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



Introduction

« Là où est le danger, là aussi croît ce qui sauve. »

Holderlin.

Dans le désordre mondial de cette fin de millénaire, diriger un pays, et en particulier assurer sa sécurité, n'est pas simple :

— Affaiblissement de l'État-nation : l'entrée dans l'Europe suppose des abandons de souveraineté, alors que la Politique extérieure et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne reste toujours virtuelle ;

— Ouverture financière brutale : la mondialisation incontrôlée de transferts (quasi journaliers) de fonds gigantesques a offert au crime organisé transnational de fantastiques opportunités, sur lesquelles il s'est précipité.

— Chaos¹ au sein duquel évoluent des entités menaçantes peu visibles, peu explicites et fort coriaces – indéracinables parfois –, voir la mafia aux États-Unis.

Or plus une situation est confuse, plus les enjeux sont difficiles à percevoir, plus les menaces sont complexes et déroutantes – et plus le diagnostic clair a de valeur. Chaos mondial... Nouvelles menaces : un guide était indispensable. A la réflexion, nous avons choisi de le présenter, non comme un essai classique ou un atlas, mais comme un dictionnaire.

1. Le terme « chaos » est d'un usage fréquent dans cet ouvrage. Voici le sens dans lequel nous l'entendons (extrait de *Chaos et terrorismes : les nouvelles approches des systèmes complexes non linéaires et aperiodiques et l'étude de la violence politique*, *Notes et études de l'Institut de criminologie de Paris*, n° 10, mai 1989) : « Les systèmes dynamiques complexes possèdent tous des points d'instabilité sur lesquels une petite poussée peut avoir des conséquences énormes ; mais certains – et certains seulement – sont instables à *chaque* des phases de leur déroulement. Ces systèmes aperiodiques se répétant sans jamais se régulariser ; dont les rythmes peuvent être ordonnés dans l'espace et désordonnés dans le temps ou *vice versa* ; qui oscillent entre des phases prévisibles et imprévisibles ; à la fois discontinus et structurés, sont qualifiés de *chaotiques*. Exemple de système dynamique complexe non chaotique : les marées ; de système chaotique exemplaire car parfaitement aperiodique et globalement stable : le climat, etc. »

Un dictionnaire des menaces nouvelles, pourquoi ?

En un volume, le dictionnaire permet d'exposer un ensemble de concepts, ces « idées à qui l'on a donné des noms », matériaux fondamentaux de toute théorie : « L'essentiel dans les notions cruciales du droit et de la politique, c'est de savoir qui détient la clé de leur définition, interprétation et application ; ce qui est décisif, et qui est l'expression de la vraie puissance, c'est la faculté de définir soi-même le contenu de ces notions clés. »¹ Un dictionnaire suppose aussi de la rigueur : notre ouvrage n'énonce que des faits réels et vérifiables. Les amateurs de futurologie ou de prophéties catastrophiques seront déçus.

Consacré à une nouveauté, un dictionnaire doit enfin décrire en leur stade précoce² les phénomènes auxquels il s'intéresse. Il lui faut donc « penser et agir à partir du futur, de l'inhabituel, en renonçant aux béquilles et aux expédients de l'habituel et du coutumier »³. Sinon, il se place « dans la situation d'un touriste qui programme un voyage à venir en se servant d'un guide qui date déjà »⁴.

Un protocole de recherche efficace

Mais où trouver la matière d'un tel dictionnaire ? Comment sélectionner les informations pertinentes dans le chaos mondial ; sous le bombardement quotidien de millions de nouvelles ; au milieu d'une documentation énorme ? Ce, sur des entités clandestines ou cultivant le secret, en des territoires difficilement accessibles – sinon impénétra-

1. Impérialisme et droit international : le point de vue de Carl Schmitt, David Cumin, revue *Stratégique*, 4^e trimestre 1997, n° 68.
2. En 1996, la CIA a ainsi créé un *terrorism warning group* destiné à analyser de façon précoce la menace pour les États-Unis, notamment dans le domaine des « terrorismes non conventionnels », du contrôle des armes de destruction massive et du sabotage des réseaux de communication.
3. Martin Heidegger, in *Beiträge zur Philosophie (Vom Ereignis)*, Gesamtausgabe, vol. 65, Francfort, Klostermann, 1989.
4. Bertrand de Jouvenel, *L'art de la conjecture*, Monaco, Futuribles-Éditions du Rocher, 1964.

bles ? Une méthode existe pour trouver les sources d'information pures et les nouvelles pertinentes, isoler le signal du « bruit de fond ». Elle fut inventée voici soixante-douze ans par Boris Souvarine¹, observateur savant – sans doute le plus lucide – de l'Union soviétique.

Nous sommes en 1926. Staline est à l'œuvre : Souvarine a rompu avec Moscou et perdu ses contacts au Kremlin. Comment s'informer, dans le dédale d'un immense empire eurasiatique, de la plus grande bureaucratie du monde ? Sous les couches d'idéologie marxiste-léniniste derrière lesquelles l'appareil se dissimule ? Malgré la censure féroce du Guépéou et la propagande de l'agit-prop du régime ? Bref : comment approcher la *réalité* soviétique ? C'est possible, dit Souvarine, car : « Les organes dirigeants de l'État soviétique peuvent se tromper mais ils n'ont pas intérêt à s'induire en erreur... les données des uns corrigent et éclairent celles des autres... »²

L'information, dit Souvarine, est dans la presse locale, au contact le plus proche des réalités du terrain. La *Pravda* de Moscou ? Propagande, idéologie, pas d'intérêt. Le journal local de Talinn ou de Tachkent renferme, lui, les faits vrais, négligés par des censeurs paresseux et ignares. Exemple : un quotidien du Caucase publie sans autres détails les avis de décès de cinq garde-frontières (la troupe du KGB). Peu après, le bulletin local de propagande athée fulmine contre les « derniers foyers de superstition musulmane » ? Recoupons ces données : un maquis islamiste opère dans la région. Cette méthode est efficace : partant de sources ouvertes, accessibles à tous, Souvarine publie ainsi le 7 mai 1939 dans *Le Figaro* « Une partie serrée se joue entre Hitler et Staline », article qui prédit – quatre mois avant – le pacte germano-soviétique³.

1. Premier militant socialiste français à suivre la ligne de Lénine dès l'exil suisse de celui-ci (1916-1917) puis à rompre avec Staline et la direction soviétique à la mort de Lénine en 1924. Souvarine est alors membre du Praesidium, du Secrétariat et du Comité exécutif de l'Internationale communiste (Komintern). Jusqu'à sa mort (novembre 1984), il est le commentateur le plus sûr des évolutions du mouvement communiste international. Sur Souvarine, voir notamment son *Staline* (dernière édition : Paris, Ivrea, 1992) et aussi : *A contre-courant*, ses principaux écrits de 1925 à 1939, Denoël, 1985 ; *Boris Souvarine, chroniques du mensonge communiste*, textes choisis (1950-1977) par Branko Lazitch et Pierre Rigoulot, Plon, 1998.
2. Dans le *Bulletin communiste*, octobre-novembre 1927.
3. Parmi les points qui (*a posteriori*) crèvent les yeux : quatre jours avant l'article, Staline a remplacé Litvinov (de son nom Finkelstein, juif) par Molotov (Skriabine, « aryen ») comme ministre des Affaires étrangères de l'URSS. Notons qu'en cas d'avertissement salutaire, la réaction d'une bureaucratie est sans surprise. Après l'article, le Quai d'Orsay fit renvoyer Souvarine du *Figaro*...

Sous nos yeux, les nouvelles menaces

Or cette méthode s'applique à merveille aux nouvelles menaces : à Palerme, à Peshawar, à Medellin, à Chiang Mai, le journal local contient toujours des faits révélateurs et détaillés. Hier, l'appareil soviétique devait distinguer sa propre propagande des données, elles exactes, lui servant à conduire son action ? Aujourd'hui, ce distinguo est toujours nécessaire aux appareils du GIA ou du PKK.

Un projet. Une méthode. Des mots clés. Il n'y a qu'à se pencher. Car l'information pertinente ne provient pas toujours des « brèves » d'un quotidien local bulgare. Il suffit parfois d'ouvrir le journal du village planétaire. Exemple pris dans le *Herald Tribune* du 26 décembre 1997 : Nouveaux terrorismes... Fin du monopoles des États sur l'image satellitaire, montée du renseignement privé... Apparition d'individus hybrides, de type « gangsterroriste »... Montée du massacre comme activité terroriste-reine (au détriment de l'attentat)... Peut-on rêver meilleure introduction à la problématique des nouvelles menaces ? Peinture plus instructive des entités et territoires dangereux du chaos mondial ?

- (P. 1) A Denver (Colorado), débute le procès de Terry Nichols, second accusé (avec Timothy McVeigh) de l'attentat d'Oklahoma City, le 19 avril 1995. Ce jour-là, un camion piégé ravageait un immeuble fédéral de la capitale de l'Oklahoma, 168 morts ;
- (P. 1) Lancement (avec une fusée russe) du premier satellite-espion privé *Early Bird 1*, par la société américaine « Earthwatch ». Qui dispose désormais d'une carte de crédit et se connecte à un site Internet, reçoit l'image terrestre de son choix, pour quelques milliers de francs. Le satellite photographie sur Terre tout objet de 3 m de long ;
- (P. 3) Dans l'État mexicain du Chiapas, massacre de 45 paysans par une centaine de « paramilitaires » armés ;
- (P. 4) En Israël, inculpation de Josef Smyrek, un Allemand de 26 ans, pour « terrorisme ». Toxicomane, auteur de vols à main armée, il se convertit à l'islam en 1994. Rallié au Hezbollah libanais, il préparait un attentat-suicide à Jérusalem ;
- (P. 7) Cette semaine-là, les massacres en Algérie ont fait entre 80 et 120 morts.

Enfin : à qui s'adresse ce dictionnaire ?

Aux esprits curieux, bien sûr. A ceux qui sont et seront demain magistrats, officiers, commissaires de police, ingénieurs de l'armement, cadres des forces spéciales et des services de renseignement, aux fonctionnaires des finances, des Affaires étrangères, pour qu'ils se familiarisent avec les menaces instables, rapides, mouvantes, du chaos mondial. Enfin, aux décideurs capables d'une prescience qui fut en son temps celle du président Kennedy. Dès 1962, JFK dévore en effet *La guerre de guérilla*¹ du « Che » Guevara, puis ordonne la création des « Bérêts verts », corps américain de forces spéciales. Face à un danger émergent, un homme politique a su placer à temps un outil militaire nouveau. Qui saura l'imiter aujourd'hui² ?

De nouveaux modes de contempler et d'agir : le Laboratoire MINOS

MINOS signifie « Menaces internationales nouvelles d'ordre stratégique ». Son symbole est le Minos de la mythologie grecque, qui porte un masque de taureau, vit dans le labyrinthe de Dédale et dont l'épouse Pasiphaé conçoit un hybride mi-homme mi-taureau. Une adéquation forte : entités masquées (clandestinité), territoires labyrinthiques (zones grises), hybrides politico-criminels (guérillas dégénérées).

1. John Lee Anderson, *Che Guevara : a revolutionary life*, Grove Press, 1997.
2. Et non pas se borner à regarder dans le rétroviseur : « Quand un homme ou une assemblée, saisis de circonstances pressantes ou embarrassantes, se trouvent contraints d'agir, leur délibération considère bien moins l'état même des choses en tant qu'il ne s'est jamais présenté jusque-là, qu'elle ne consulte ses souvenirs imaginaires. Obéissant à une sorte de loi de moindre action, répugnant à créer, à répondre par l'invention à l'originalité de la situation, la pensée hésitante tend à se rapprocher de l'automatisme ; elle sollicite les précédents et se livre à l'esprit historique qui l'induit à se souvenir d'abord, même quand il s'agit de disposer pour un cas tout à fait nouveau » (Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Gallimard, 1945).

Le laboratoire MINOS a pour mission de détecter et d'identifier de façon précoce les menaces nouvelles, et doit donc :

— Suivre au plus près du temps réel, en continu, les évolutions des territoires dangereux, des entités menaçantes ; se tenir au contact de leur réalité ; rejeter les schémas intellectuels dépassés et les fantasmes véhiculés ici et là.

— Répondre aux besoins de la défense au sens large, c'est-à-dire assurer la métamorphose en technique du produit de ses recherches, et fournir à des décideurs et à des industriels – mais d'abord à des ingénieurs de l'armement – une base de réflexion informative et intellectuelle leur permettant d'élaborer des contre-mesures concrètes aux risques nouveaux détectés par MINOS.

Le Laboratoire MINOS est un groupe de recherche et de réflexion du Centre des Hautes Études de l'Armement (voir p. 260).

A titre individuel, experts et personnalités qualifiées participent aux travaux du Laboratoire MINOS, donc à l'élaboration de cet ouvrage. Ils exercent d'importantes fonctions dans des organismes internationaux (OCDE), dans de grands groupes privés et dans les instances de souveraineté du pays : organismes interministériels (SGDN, Comité de sécurité nucléaire) ; ministères : Affaires étrangères (sous-direction sécurité), Défense (Centre d'études et de prospective – état-major de l'Armée de terre ; Commandement des opérations spéciales ; gendarmerie nationale, etc.) ; Finances (douanes) ; Intérieur (transmissions et informatique, etc.) ; Services de renseignement (civil ou militaire). Complètent le groupe : un expert du CREST et trois préfets très informés des affaires de sécurité.

Xavier Raufer, directeur de collection aux Presses Universitaires de France, chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris, Université Panthéon-Assas, supervise la publication des études produites par MINOS, dont celle-ci – qui n'expose nullement la position officielle des ministères, services, sociétés, organisations, etc., où travaillent les membres de MINOS, mais expose en revanche une synthèse de leurs expériences conjuguées, de leurs réflexions et de leurs recherches.

Au-delà des membres de MINOS, plusieurs des auteurs de la collection « Criminalité internationale » des PUF ont participé à l'élaboration de ce dictionnaire, notamment :

Marie-Christine Dupuis, *Stupéfiants, prix et profits et Finance criminelle*.

Hervé Ancel, *Trafics et crimes en Asie du Sud : le Triangle d'or*.

Daniel Martin, *La criminalité informatique*.

A comme...

AFRIQUE (continent criminalisé)

Un « grand bond en avant » criminel

Le crime en Afrique ? Depuis une décennie, il y avait les « arnaques » financières concoctées au Nigeria, la fausse monnaie, bien sûr, ainsi qu'un intense trafic d'espèces animales ou végétales africaines protégées. Mais tout cela, c'était la criminalité de papa. Car depuis le début de la décennie 90, le crime a explosé en Afrique : internationalisation, activités nouvelles, intensification des trafics traditionnels. Signe de cette aggravation : en septembre 1997, les Nations Unies organisent en Côte-d'Ivoire un séminaire régional sur le crime organisé et le narcotrafic. Tandis que John Abbot, directeur général du NCIS britannique (National Criminal Intelligence Service), note en février 1998 que le crime organisé ouest-africain joue maintenant « en première division ». « Ces criminels sont directement impliqués dans l'exploitation d'individus, d'entreprises et de gouvernements dans le monde entier. »¹ Pour les experts, la cause est en effet entendue :

— « L'Afrique orientale et australe est un point de transbordement pour d'importantes quantités d'héroïne en provenance d'Asie et de cocaïne provenant d'Amérique latine. »²

1. West Africa enters premier league of crime, *Financial Times*, 5 février 1998.

2. Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) pour l'année 1996, Publications des Nations Unies, Vienne, 1997 ; même constatation dans le

— « Implication croissante d'opérateurs politiques et économiques africains (ou d'opérateurs européens, arabes, asiatiques, voire latino-américains basés en Afrique) dans des activités considérées comme criminelles selon les critères occidentaux (...)

« L'Afrique est devenue une plaque tournante de première importance de l'héroïne en provenance du Triangle d'or et destinée à l'Amérique du Nord et (...) de la cocaïne importée d'Amérique latine pour être réexpédiée vers l'Europe occidentale. Les importations de narcotiques des pays du Golfe semblent également transiter par l'Afrique subsaharienne (...)

« En Afrique, la consommation d'amphétamines, d'héroïne et de cocaïne augmente de façon préoccupante, notamment en Afrique de l'Ouest et dans la République sud-africaine qui est déjà un débouché notable pour le Mandrax indien via le Mozambique, la Namibie, le Zimbabwe et la Zambie. La RSA est considérée par les spécialistes comme un marché prometteur pour l'héroïne et la cocaïne... »¹

Les gouvernants d'Afrique australe ont d'ailleurs conscience de la gravité du phénomène. En novembre 1997, les ministres de l'Intérieur de la « Communauté de développement des pays d'Afrique australe » se réunissent dans la ville de Nyanga (est du Zimbabwe) pour s'attaquer au narcotrafic. A cette occasion, M. Dusimo Dabengwa, ministre de l'Intérieur du Zimbabwe, souligne que les cartels de la drogue menacent désormais clairement l'ordre politique de tous les pays du monde – à commencer par le sien².

World Drug Report, UNDCP, juin 1997, et dans un rapport confidentiel émanant du Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères portant sur la « criminalisation politique de l'Afrique », mentionné dans *Le Canard enchaîné* du 27 septembre 1995 et dans *Le Nouvel Observateur* du 9 juin 1996.

1. Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.
2. De lieu de transit, le Zimbabwe semble en effet devenu un marché de consommation pour les stupéfiants : vendues par des grossistes nigériens et pakistanais, l'héroïne et l'ecstasy s'y trouvent aisément, ainsi que la cocaïne (de 180 à 300 FF le gramme à Harare en octobre 1997).

**Une « Colombie australe » ?
Selon ses propres dirigeants, l'Afrique du Sud est en proie
à une « épidémie criminelle » et au narcotrafic**

La République sud-africaine : « L'un des endroits les plus violents de la planète... Le taux des meurtres connus y est six fois celui des États-Unis, cinq fois celui de la Russie... Un taux de chômage réel proche de 33 % et bien plus élevé chez les jeunes... Pour un policier fonctionnaire d'État, dix vigiles armés par des sociétés de sécurité privées... Une base importante pour le narcotrafic intercontinental. » Tel est le tableau que dresse de l'Afrique du Sud Robert Kaplan, expert reconnu du « nouveau désordre mondial »¹.

En Afrique du Sud, « le crime est devenu un trait dominant de la vie quotidienne, les criminels ne respectent personne. (...) Le problème est exacerbé par la difficile adaptation d'une police sous-entraînée, sous-payée et sous-équipée..., un chômage massif et quantité d'armes accessibles et bons marché, héritage des guérillas et guerres civiles dans des pays voisins »². Une réalité que ne dément pas Sydney Mufamadi, « ministre de la Sûreté et de la Sécurité » de la RSA. En octobre 1997, il décrit un pays en proie à une « épidémie criminelle » provoquée par « 192 bandes organisées », situation qui effraye selon lui touristes et investisseurs étrangers.

La *criminalisation de l'État en Afrique*³ décrit une « progression foudroyante de la criminalité, le développement des connexions avec diverses mafias étrangères (...) L'Afrique du Sud est devenue la cible des grands syndicats internationaux du crime, notamment ceux basés au Nigeria, mais aussi plus loin, en Russie et en Chine... Un gros importateur et réexportateur de cocaïne et d'héroïne, ainsi qu'un lieu attractif de blanchiment d'argent... Elle est de fait la capitale africaine du crime organisé avec un chiffre d'affaires évalué à 50 milliards de francs par an ».

Plus concrètement, de 1990 à 1994, en Afrique du Sud :

- Meurtres : + 14 %.
- Vols à main armée : + 57 %.
- Viols : + 58 %.

En 1994, le taux de meurtres (connus) par 100 000 habitants était de 98/100 000 (États-Unis = 10/100 000)⁴. Selon l'agence de presse SAPA (Johannesburg, 30 septembre 1998) de septembre 97 à 98 :

- Les vols à main armée sont passés de 169 à 206 par jour.
- Les cambriolages de 685 à 710 par jour.
- Les meurtres se maintiennent : de 65 à 64 par jour.

On comprend l'attrait des grands cartels de la drogue pour un pays dont les aéroports reçoivent chaque jour les vols de 120 compagnies aériennes – et dont les frontières (Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland, Zimbabwe) sont immenses et incontrôlables.

1. Robert Kaplan, Was democracy just a moment?, *The Atlantic Monthly*, décembre 1997.

2. Gearing up for growth, *Euromoney*, septembre 1997.

3. *La criminalisation de l'État en Afrique*, op. cit.

4. Timothy Garton Ash, The curse and blessing of South Africa, *New York Review of Books*, août 1997.

Les facteurs locaux de l'explosion criminelle

Importance de l'activité économique informelle

La part du secteur informel en Afrique et une corruption endémique rendent improbable la comptabilisation systématique des importations et des exportations. Un criminel disposant de fonds dévolus à la corruption et de contacts bien placés trouve donc un environnement favorable au développement d'activités illégales. Conséquence, dit Béatrice Hibou¹ : « (...) le blanchiment en Afrique est une opération fort banale. Du fait de l'importance de l'informel et des liens qui l'unissent à l'économie formelle, le blanchiment est constant, puisque des revenus tirés du premier sont sans cesse utilisés dans la seconde. C'est une pratique quotidienne, incontournable et aussi répandue que l'activité informelle elle-même. »

Prépondérance de la monnaie de papier

Le rapport entre monnaie et quasi-monnaie (qui suppose, elle, une opération de retrait avant de disposer des moyens monétaires) reflète la prédominance des espèces dans une économie. Plus ce rapport est élevé, plus grande est la circulation de la monnaie de papier. Calculé sur la base des statistiques publiées par le Fonds monétaire international², ce rapport est supérieur à 1 dans un grand nombre de pays africains. Il atteint des niveaux records en République centrafricaine (12,4), au Tchad (10,8), au Liberia (6,59), au Congo-Brazzaville (5,54) et en Guinée (4,22).

Activité économique sur des bases ethniques et claniques

En marge des systèmes bancaires traditionnels (et tout comme en Asie), il existe en Afrique des banques informelles à base ethnique, qui fournissent des services financiers largement utilisés dans le com-

1. Béatrice Hibou, Le « capital social » de l'État falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique, in *La criminalisation de l'État en Afrique*, op. cit.

2. *International Financial Statistics*, publication mensuelle du Fonds monétaire international.

merce, l'import-export, les investissements privés. Certains de ces systèmes existent depuis des siècles et leurs activités sont souvent légales. Seulement, leur nature souterraine les prédispose à devenir des vecteurs de transfert ou de blanchiment de l'argent sale.

Collusion croissante entre guérillas « politiques » et narcotrafiquants

Comme en Amérique latine ou en Asie, le narcotrafic sert au financement des guérillas. « Au Liberia, quand Charles Taylor a perdu les mines d'or et de diamants tenues par ses troupes, il a utilisé le port de San Pedro, en Côte-d'Ivoire, pour exporter du cannabis qui poussait dans les zones occupées par sa guérilla. En Sierra Leone, les rebelles se livraient également au trafic de drogue. De même en Somalie, les factions armées ont levé un impôt sur le qat. Le Parti panafricain se finançait avec la vente du mandrax. Certains de ses anciens membres continuent à titre personnel. »¹

L'Observatoire géopolitique des drogues ajoute : « L'exemple le plus probant de financement d'un groupe d'opposition par la drogue est au Sénégal, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). (...) Au début, les familles des combattants cultivaient le yamba, dont les revenus permettaient de soutenir la rébellion. Cette dernière, en retour, leur apportait une protection et les aidait à commercialiser leur production. Mais de plus en plus, on signale des prélèvements forcés de taxes sur les cultures par les rebelles. »²

Au-delà, les groupes criminels, notamment les narcotrafiquants africains, tirent profit des conflits qui embrasent de longue date des régions ou des pays entiers du continent³. L'Angola, dont l'appareil d'État a été anéanti par vingt ans de guerre civile, offre une ouverture sur l'Atlantique largement exploitée par les narcotrafiquants, qui importent une cocaïne latino-américaine expédiée ensuite au Mozambique. Les pays instables du golfe de Guinée tels le Liberia ou le Sierra Leone sont également des pays de transits importants.

1. Philippe Triay-Koné, Drogue, péril blanc sur l'Afrique, *Jeune Afrique économie*, octobre 1997.

2. Alain Labrousse, Narco-trafics, conflits et corruption du politique en Afrique subsaharienne, *Défense*, n° 76, juin 1997.

3. Depuis 1994, convulsions violentes, massacres, coups d'État, guerres, guérillas, etc. : Rwanda, Ouganda, Zaïre, Congo-Brazzaville, Liberia, Éthiopie, Érythrée, Somalie, Soudan, Sierra Leone, pour ne citer que les principaux.

Un narcotrafic continental massif et diversifié

Avec des frontières terrestres poreuses (sur un territoire deux fois grand comme la France) et la corruption généralisée aidant, le Nigeria est devenu un sanctuaire pour les narcos. De fait, depuis le milieu des années 80, les « cartels » nigériens sont actifs dans le narcotrafic mais aussi dans la contrebande, le trafic de voitures volées et d'armes, les contrefaçons et le blanchiment d'argent. Ces « mafias » nigérianes agissent dans tous les pays du golfe de Guinée, notamment au Bénin et au Togo (5,4 et 4,3 millions d'habitants, contre 101 millions pour le Nigeria).

En Afrique occidentale, le cap Vert devient une plaque tournante du trafic de cocaïne d'Amérique latine, ensuite réexportée vers l'Europe. En janvier 1997, les autorités capeverdiennes ont ainsi saisi 43 kg de cocaïne sur l'île de Maio, à bord d'un avion de tourisme. D'autres pays de transit tels le Ghana renforcent leur position dans le trafic d'héroïne (et aussi de cocaïne). Les groupes criminels ghanéens qui fonctionnaient naguère sous contrôle nigérian ont maintenant établi avec ces derniers un partenariat – ou se sont émancipés de leur tutelle.

L'Afrique occidentale est ainsi entrée de plain-pied dans la narco-économie, et diverses filières d'import-export d'héroïne et de cocaïne y ont ainsi été révélées au cours de ces dernières années :

— Héroïne du Croissant d'or transportée du Pakistan au Nigeria et, de là, en Europe et en Amérique du Nord ; « ligne transafricaine » livrant cette même héroïne à partir d'Addis-Abeba, vers toutes les capitales africaines entre le Sahara et l'équateur.

— Cocaïne transportée au Brésil, de là en Afrique¹ puis en Europe.

En Afrique orientale, la Zambie est un centre de transit stratégique pour la cocaïne latino-américaine livrée du Brésil – ou infiltrée dans le pays via l'Angola, ainsi que pour l'héroïne du Croissant d'or destinée à l'Afrique du Sud ou à l'Europe occidentale.

Plus généralement, les pays dotés d'une façade maritime sur l'océan Indien (Kenya, Tanzanie, Mozambique, Swaziland) servent

1. Fréquemment vers l'Angola, le Mozambique ou le cap Vert, également ex-colonies portugaises et lusophones, ainsi qu'en Tanzanie, où existe une minorité lusophone. La communauté de langue semble ici jouer un rôle facilitateur important.

de point de transit à la drogue destinée à l'Afrique du Sud ou aux marchés européens. Au Mozambique, le narcotrafic se couple à un important trafic d'armes et de voitures volées, animé par les mêmes groupes criminels.

On constate aussi des changements dans la production et consommation des drogues de synthèse : naguère importé d'Asie du Sud-Ouest, le mandrax est maintenant produit en Afrique du Sud, en Tanzanie et au Mozambique. Au cours des deux années passées, les autorités sud-africaines ont en outre démantelé plusieurs laboratoires produisant des amphétamines destinées au marché local. Selon la police sud-africaine¹, le pays consommerait plus de 80 % du mandrax mondial, tandis que la demande en ecstasy croît sans cesse. Et seulement de 10 à 15 % de tous les stupéfiants transitant sur le sol sud-africain sont saisis par les forces de police.

Remarquons enfin que l'Afrique subsaharienne devient un producteur important de cannabis :

— Afrique occidentale : Nigeria, Sénégal, Liberia, Gambie, Côte-d'Ivoire, Guinée, Ghana, Sierra Leone.

— Afrique australe : Afrique du Sud, Transkei, Botswana, Lesotho, Swaziland.

Un lieu majeur de blanchiment d'argent criminel

Soupçons de collusion entre certains gouvernements africains et des individus ou organisations criminels

Intitulé « La criminalité en Afrique sub-saharienne », un rapport du Quai d'Orsay dénonce en juin 1995 les liaisons ambiguës de dirigeants de certains États avec des criminels, visant à mettre en place « d'étranges financements parallèles qui cachent mal de pures opérations de blanchiment d'argent sale ». Au lendemain de la dévaluation du franc CFA de janvier 1994, la République centrafricaine indique par exemple qu'elle a emprunté plus de 9 milliards de francs CFA (90 millions de francs français) à des financiers italiens privés, au taux d'intérêt très faible de 4,5 %. L'appartenance de ces financiers

1. South African Narcotics Bureau ou SANAB.

à la mafia n'est pas prouvée, mais on suspecte un recyclage d'argent sale : le prêt étant par exemple remboursé en nature (diamants)...

En août 1995, l'hebdomadaire saoudien *Al Alam al Yom* relève l'explosion des virements entre Khartoum et les banques étrangères, passés, de 1993 à 1994, de 17 à 80 milliards de francs, du fait de l'installation dans le pays de trafiquants afghans, égyptiens, libanais, pakistanais et turcs. Un banquier d'un pays d'Afrique centrale (resté anonyme) relève ainsi : « Il y a du blanchiment d'argent. Tout le monde le sait mais ne fait rien. L'argent est blanchi par des commerçants ouest-africains et des exportateurs asiatiques (Chinois de Hong-kong) ou moyen-orientaux (Libanais). Nous voyons les anomalies : ces commerçants obtiennent les marchandises sans crédit, sur avance, et les factures sont la plupart du temps falsifiées. Les banques ne sont presque jamais sollicitées pour monter des crédits documentaires, ce qui est clairement anormal. En revanche, l'argent – blanchi – provenant de la recette de ces détaillants est placé dans les banques et sitôt viré sur des comptes à l'étranger. »

Le blanchiment d'argent sale dans les casinos

Les casinos et plus largement les jeux populaires (PMU et loteries) constituent une nébuleuse assez floue de sociétés discrètes qui brassent de considérables sommes en liquide. En Afrique centrale notamment, des intérêts italiens et français (corses) soupçonnés d'être liés au crime organisé ont investi dans des casinos et sociétés gérant des loteries populaires. De forts soupçons pèsent sur l'origine des capitaux utilisés et la possible utilisation de ces structures à des fins de blanchiment.

VOIR AUSSI

Amphétamines
Armées (privées - criminelles)
Bidonvilles (guerre des...)
Crime organisé et mafias
Économies (parallèles -
criminalisées)
État-nation (affaiblissement,
disparition)
Géographie et cartographie
« chaotiques »

Guerres, conflits, champs
de bataille
Immigration mafieuse
(illégal-criminelle)
Massacres (et terreur
du XXI^e siècle)
Mégapoles incontrôlées
Narcotrafic (extension du - lutte
contre le)
Stupéfiants (comptage des
consommateurs de)

AMPHÉTAMINES (mutante, violente : la drogue-star du chaos mondial)

Soupirant d'aise, Don Angelo s'assied dans son fauteuil de rotin favori. Enfin, le calme après les tracas du jour – inévitables quand on dirige une grosse entreprise. Un cartel même, disent certains. Ombre discrète, un garde armé dépose la précieuse bouteille d'Armagnac hors d'âge et le coffre à cigares. Don Angelo et ses hommes ne touchent jamais aux autres saletés... L'ultime lueur du soleil contre la montagne, passé l'immense pelouse et les vergers... Le friselis de la brise dans les palmes, la première bouffée du Havane... Songeant à ses ennuis récents, Don Angelo rêve à la drogue idéale.

Un narcotique de synthèse qu'il produirait lui-même, avec des produits chimiques légers, venus du Tiers Monde. Sans dépendre des cultivateurs de coca ou de pavot, eux et leur stupide météo. Ni des Yankees avec leurs damnées campagnes d'éradication. Finies, les taxes à payer aux guérillas et autres seigneurs de la guerre. Présentée en poudre, en cristaux – en liquide, même –, cette drogue-marketing pourrait se fumer, s'avaler ou se boire. Excitant bon marché et durable, elle séduirait les jeunes qui aiment s'amuser ; pas seulement des marginaux suicidaires... Ah, songe Don Angelo, si seulement un de mes chimistes inventait ce stupéfiant miracle...

Personnage fictif, bien sûr, que celui de Don Angelo. Mais la drogue de ses rêves, elle, existe bel et bien. On la nomme « meth », « crank », « crystal » ou « ice ». Partant de Californie, elle a envahi les États-Unis dès 1993 – laissant en trois ans derrière elle

Amphétamines, la « cocaïne du pauvre »

Puissant stimulant de synthèse, suscite de huit à douze heures durant une énergie, une euphorie brutale (analogue, l'effet du crack ne dure, lui, que de dix à vingt minutes), drogue favorite des jeunes aimant faire la fête. Présentées en comprimés ou en cristaux, les amphés se « sniffent », se fument, s'injectent ou se gobent.

une traînée de 2 500 surdoses mortelles dans le seul sud-ouest du pays¹.

A l'origine, la méthamphétamine est un coupe-faim/stimulant inventé par des chimistes militaires en 1912 – mais vite abandonné. Car si elle insuffle énergie et euphorie, la « descente » de cette poussée d'adrénaline artificielle est affreuse : insomnies, forte dépendance – chez l'utilisateur fréquent, des bouffées paranoïaques et des crises de violence². L'explosion du « meth » à Phoenix, Arizona, en 1994 a ainsi provoqué 122 surdoses mortelles – et 40 % de meurtres supplémentaires. Mais, pour les narcos, le « meth » présente trois énormes avantages sur la cocaïne et l'héroïne :

- Il se produit aisément à partir d'une cuisine, d'ustensiles bon marché, et de produits chimiques d'accès aisé. Au total, la recette du « meth » ressemble au contenu d'une décharge de déchets toxiques : dissolvants, produits amaigrissants, décongestionnants anti-rhinites ou anti-asthme... même du liquide servant à déboucher les lavabos ! Imaginons au passage les effets d'un tel cocktail sur la santé de jeunes gens croyant naïvement gober la « pilule de l'amour »...

Seule contrainte, posséder une maison isolée, une camionnette ou une caravane : fabriquer du « meth » dégage des fumées puantes et toxiques – et provoque des risques très graves d'explosion. Partant de là, un labo d'amphés est une mine d'or : investir 20 000 F permet de produire 3,6 kg de « meth », revendus le jour même (en gros)

Stupéfiants : amphétamines, le marché-phare

Population mondiale estimée :

Héroïnomanes	± 8 millions
Cocaïnomanes	± 13 –
Consommateurs d'amphétamines	± 30 –

Source : *United Nations Drug Programme World Drug Problem Summit*, 7 juin 1998.

1. A la fin de l'année 1995, le Center for Diseases Control qui surveille au niveau national la progression des toxicomanies aux États-Unis annonce une augmentation de 300 % des décès par surdose d'amphétamines au cours de l'année ; en majorité dans l'ouest du pays ; il y a eu triplement de ce type de décès de 1991 à 1994.
2. Fin septembre 1998, un homme de 29 ans est condamné à quatorze ans de réclusion par la Cour d'assises du Doubs, pour avoir tué son voisin à coups de couteau « sous l'emprise d'amphétamines », sans raison sérieuse.

250 000 F. Le dealer de rue, lui, revend le gramme 240 F – et gagne 200 000 F sur un kilo qu'il a payé 60 000 F.

- Ensuite : pas cher, aisément disponible, le « meth » est la drogue favorite de millions d'ados aimant danser des nuits durant (aux États-Unis, 70 % de ses usagers connus sont de jeunes Blancs de 15 à 25 ans). Une clientèle beaucoup plus vaste que celle, marginale, des héroïnomanes ou fumeurs de crack.

- Enfin, le « meth », synthétique, se transforme par simple variation moléculaire. Ce qui permet aux narcos de tourner la loi : tant que la formule précise d'une amphétamine ne figure pas au tableau des stupéfiants interdits, sa vente est licite. Novembre 1995, gare du Nord à Paris : un trafiquant est arrêté avec 621 cachets d'ecstasy. Or la formule MDMA (Méthylène- Dioxyl-MéthAmphétamine) a été « bricolée » en MBDB, variété, elle, non encore interdite – quoique également toxique. Un mois plus tard, le dealer bénéficie d'un non-lieu.

Qui plus est, les amphés sont un stupéfiant « industriel » – produit par voie de chimie lourde, vu les quantités en cause. Ce qui a vite séduit le crime organisé, toujours à l'affût des meilleurs rapports coûts-bénéfices. Certes, les petits labos « artisanaux » prospèrent (817 démantelés en Californie en 1993 et 1994), au départ, mais le trafic de masse de « meth » aux États-Unis passe vite sous le contrôle des cartels mexicains. Finie, la sous-traitance de la cocaïne et de l'héroïne de Colombie ! Enfin leur drogue à eux !

Résultat : en avril 1996, le Département d'État avertit : « Les stupéfiants synthétiques peuvent devenir le cauchemar du siècle prochain. » D'abord parce qu'ils sont très toxiques : 50 mg de « meth » pur (un comprimé 5 fois plus petit qu'un cachet d'aspirine) et c'est la surdose mortelle assurée. Mais les labos d'amphétamines provoquent aussi des désastres écologiques. Nettoyer et décontaminer un seul de ceux-ci coûte 15 000 F. Et aux États-Unis dans le seul État de Washington (pourtant loin du centre de l'« épidémie » de « meth »), on a saisi 360 de ces labos de 1990 à 1996¹ !

Bill Clinton fait donc de la lutte anti-« meth », « le crack des années 90 », une priorité fédérale. Car de sud-ouest en nord-est, l'épidémie parcourt l'Amérique à la vitesse d'un feu de prairie. En 1994, l'usage massif des amphés se limite à San Diego, Los Angeles,

1. « Poor man's cocaïne » becomes drug nightmare, *Seattle Times*, 8 juin 1998.

Phoenix et San Francisco. En Californie, les hospitalisations pour surdoses d'amphés augmentent de 460 %, de 1985 à 1994 ! Au Mid-West, l'abondance de « meth » est telle que le prix du gramme choit de 300 à 250 F en deux ans, alors que sa pureté passe de 40 % (1992) à près de 100 % en 1997 ! En 1995, 44 labos de « meth » sont découverts au Missouri ; on en démantèle 71 de janvier à août 1996.

Un phénomène purement américain ? Non : les polices du monde entier s'alarment. En Asie, le « meth » débarque début 1996, en provenance des Pays-Bas ou de Grande-Bretagne. Depuis, à Singapour, Bangkok, Kuala Lumpur, Djakarta, jusqu'à Brisbane en Australie, de grosses saisies d'amphés sont faites. Aujourd'hui en Thaïlande, 80 % des toxicos se défoncent aux amphés. Il y a 800 000 drogués au « shabu » au Japon, une amphétamine qui fournit aux Yakuza (la mafia nippone) 50 % de ses revenus.

La consommation d'amphétamines au Japon et les Yakuza

- 700 kg d'amphés sont consommés chaque jour au Japon, où le marché de détail du « shabu » est de 14 milliards de francs par an.
- Parmi les ± 800 000 consommateurs réguliers d'amphés au Japon, un nombre croissant de mineurs, surtout dans les grands centres urbains.

Selon la police nippone, 92 % des affaires de stupéfiants du pays concernent les amphétamines, drogue dont 60 % du trafic (de gros) est aux mains des Yakuza.

Les amphétamines, le Triangle d'or, l'Indochine

Déferlant depuis 1995 sur la Thaïlande, le *Yaa Baa* (remède-qui-rend-fou dans l'argot local) est aisé à produire : l'éphédrine, son précurseur de base, s'extrait d'une plante qui pousse partout dans la région. Et fort lucratif : un cachet de *Yaa Baa* coûte entre 1 et 1,60 F à produire et se vend (début 1998) 4 F à la frontière Thaïlande-Birmanie, et de 12 à 20 F à Bangkok. Le *Yaa Baa* vise la jeunesse : en forme de cœur, parfumées à la fraise ou au chocolat, les pilules ressemblent à des bonbons.

Au premier semestre de 1997 – rien que dans le nord du pays – 2 millions de cachets sont saisis, soit 600 kilos d'amphétamines. Tous proviennent du Triangle d'or, de la province birmane de Doi Lang, face à celle de Chiang Mai. L'organisme spécialisé du gouvernement thaïlandais (Narcotic control board) estime qu'il y aura, pour l'année 1998, 200 millions de cachets d'amphétamines importés illicitement en Thaïlande, depuis le Triangle d'or ; il y en a eu 100 millions pour l'année 1997 ; seuls 23,8 millions de ces cachets ont été saisis.

Au-delà, les amphés deviennent pour les narcos du Triangle d'or un important marché local et régional : en Thaïlande¹, bien sûr, mais aussi en Birmanie, au Vietnam, au Cambodge et au Laos. Avec des débouchés sur les Philippines et le Japon par Yakuzas interposés. Un marché prometteur : les experts thaïs l'estiment à 20 milliards de francs pour l'Asie du Sud-Est en 1997. Les produits chimiques pré-curseurs sont achetés en Chine du Sud, au Pakistan et en Inde, la plupart des labos sont installés au Triangle d'or (il y en aurait vingt entre Ho Mông et la frontière du Yunnan), mais on en signale aussi au Laos et au Cambodge.

Les amphétamines, l'ex-Bloc de l'Est, l'Europe

En Europe de l'Est, la production d'amphés, florissante en Pologne, se développe de Saint-Petersbourg à la Lettonie, le long de la Baltique. Et les polices d'Europe craignent la privatisation – en cours – de l'industrie pharmaceutique slovaque. Pour les mafias, le chômage de nombre d'ingénieurs chimistes – ou leur emploi au rabais – signifie embauche dans les usines clandestines de la drogue. « Usine » ? Le terme n'est pas exagéré – même en Europe occidentale, supposée plus policée. Car c'est bien une véritable narco-usine qu'on découvre à Norwich, dans la campagne anglaise, en mars 1996. Elle produisait 6 t de pilules d'amphés par semaine. Soit, au prix de gros, un chiffre d'affaires de 156 millions de francs par mois...

1. Il y aurait en Thaïlande (1^{er} trimestre 1997, sources médicales) 257 000 consommateurs réguliers d'amphés recensés, contre 214 000 héroïnomanes « accrochés ».

VOIR AUSSI

Cartels criminels
 Crime organisé et mafias
 Guérillas dégénérées
 Mégapoles incontrôlées

Narcotrafic (extension du -
 lutte contre le)
 Stupéfiants (comptage
 des consommateurs de)
 Triangle d'or
 Zones grises

ARÈS (et Athéna)¹

Athéna : « Bien que déesse de la guerre, elle n'aime pas les batailles comme Arès... Elle est heureuse quand elle peut faire cesser une querelle ou qu'elle peut soutenir le droit par des moyens pacifiques. En temps de paix, elle ne porte pas d'armes... Elle possède une meilleure connaissance de la stratégie qu'Arès et les sages capitaines s'adressent toujours à elle lorsqu'ils ont besoin d'un conseil. »

Arès est le dieu de la mort violente et du crime. L'atteste ce récit funéraire de la Grèce antique, où un adolescent de 16 ans est tué par le jet de javelot d'un « étranger ». Selon la tradition, c'est ici le défunt qui s'exprime : « Toutefois, en forçant, on put extraire [le javelot] et il fut retiré à grand-peine, par la poussée qu'Arès lui imprima à travers mon corps, tandis que des flots de sang jaillissaient. »²

Ainsi, Arès s'enivre des insurrections, des guérillas, du chaos sanglant dans lequel tous les coups sont permis. Il « cherche constamment des occasions de susciter la guerre en propageant des rumeurs et en instillant la jalousie dans les cœurs... Il combat dans un camp ou un autre selon ses sympathies... Il n'est heureux que lorsqu'il tue et qu'il pille. Les autres dieux le haïssent ».

Une décennie après l'abolition de l'ordre bipolaire du monde, une chose – au moins – est claire : des côtes du Liberia à celles de l'Albanie, du Sinkiang aux Aurès, du désertique Altiplano péruvien

1. Arès et Athéna : je me suis inspiré d'une allusion à ces deux divinités de la Grèce antique faite par Martin Van Creveld dans *The transformation of war*, New York, NY, The Free Press, 1991. Les deux citations sur Arès et Athéna sont prises dans les *Mythes grecs* de Robert Graves, Fayard, 1967.

2. André Bernand, *Sorciers grecs*, Fayard, 1991.

aux canyons moites du Triangle d'or, Arès triomphe et Athéna n'est plus nulle part dans la course.

Haï ou pas, Arès règne désormais sans partage sur l'anarchie qu'est devenue la guerre.

VOIR AUSSI

Armées (privées - criminelles)

Armes dites « légères » : trafics et prolifération

Bidonvilles (guerre des...)

Escadrons de la mort, paramilitaires, milices, etc.

État-nation (affaiblissement, disparition)

Guerres, conflits, champs de bataille

Massacres (et terreur du XXI^e siècle)

Mégapoles incontrôlées

Nomos de la Terre

Ordre mondial (ancien/nouvel)

Renseignement (et nouvelles menaces)

Sécurité

ARGENT (noir)

Février 1995 à Catane, Sicile : la police arrête Giovanni Cannizzo, honorable promoteur immobilier qui vient de blanchir 5 milliards de francs pour le compte de la famille mafieuse locale, les Santapaola. Un montage bancaire si complexe qu'il faut toutes les ressources de la Banque d'Italie pour démonter la filière financière. Voilà donc ce qu'est le blanchiment, ou recyclage, de l'argent criminel dans l'économie légale. Il s'agit d'un crime, bien sûr. D'un art, disent certains.

Mais d'abord, d'une nécessité : en 1996, au prix du deal de rue, il s'est vendu aux États-Unis pour 180 milliards de francs de cocaïne et 108 milliards d'héroïne. En billets de 5, 10 et 20 dollars, ces 288 milliards pèsent 6 200 t. Un demi-grossiste écoule 25 kg de cocaïne par mois pour un profit de 2,3 millions de francs. Son bénéfice annuel forme une pile de billets de 54 m, la hauteur d'une tour de 15 étages. Comment manipuler de telles montagnes ?

Trafiquants et grands barons de la drogue doivent donc à tout prix transformer leur cash en argent électronique – un million de dollars sur l'écran d'un réseau informatique bancaire ne pèse rien,

traverse le monde à la seconde – et devient une ligne de crédit investie dans l'économie honnête. Or, à l'échelle de la planète, le blanchiment prend désormais l'allure d'une « lessiveuse mondiale » pour argent sale.

Première – et grave – question : Combien pèse l'activité criminelle planétaire ? Pour le Fonds monétaire international (FMI), les bénéfices provenant d'activités illicites sont de 500 milliards de dollars par an (3 000 milliards de francs), 2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. Au premier plan, le narcotrafic, avec un chiffre d'affaires en 1996 de 2 400 à 3 000 milliards de francs, 8 à 9 % du commerce mondial. Pour le PNUCID (organisme anti-stupéfiants des Nations Unies), c'est « plus que la vente de voitures dans le monde, presque l'équivalent du marché du textile ». Comme il s'agit de flux annuels, le stock d'argent noir à disposition des mafias, trafiquants d'armes, etc., est à l'évidence très supérieur. Un capital criminel concentré en peu de mains : chefs mafieux, gros trafiquants, dictateurs corrompus, etc., ainsi dotés d'une puissance financière énorme.

Mais comment évaluer un trou noir ? Mesurer une activité souterraine régie par une farouche loi du silence ? Le FMI et la Banque des règlements internationaux (BRI) s'y essayent, à partir des statistiques bancaires et des balances des paiements des pays douteux. Exemple, la Birmanie. En rapprochant sur l'exercice 1995-1996 les chiffres du commerce extérieur du pays de ceux de ses partenaires, on trouve 2,4 milliards de francs d'« investissements étrangers » d'origine inconnue. Plus 1,2 milliard de francs d'achats d'armes absents des statistiques officielles. Au total, 3,6 milliards de francs bien réels, mais statistiquement inexistantes – pudiquement classés comme « erreurs et omissions ». Coïncidence ? Cette année-là, les revenus du narcotrafic au Triangle d'or s'élevaient à 4 ou 5 milliards de francs...

Seule certitude : l'économie mondialisée est une aubaine pour les « blanchisseurs ». Capitaux circulant librement, nouvelles places financières, marchés émergents, fréquente indifférence du secteur bancaire et des institutions financières aux affaires criminelles¹ (« l'argent n'a pas d'odeur ») : le credo néo-libéral est une douce musique à leurs oreilles. Les voilà donc à l'œuvre en Amérique

1. Voir Marie-Christine Dupuis, *Finance criminelle – Comment le crime organisé blanchit l'argent sale*, PUF, coll. « Criminalité internationale », 1998, p. 107 et s.

- GANGSTERRORISTES** : hybrides, mutants, etc. (criminalités « politiques » et de « droit commun »), 123.
- GÉOGRAPHIE** et cartographie « chaotiques », 126.
- GROUPE ISLAMIQUE ARMÉ** algérien (figure du terrorisme post-moderne), 128.
- GUERRES**, conflits, champs de bataille (guerres classiques / nouvelles, durant/après la guerre froide - de retard - chaotiques - à la drogue, etc.), 136.
- GUÉRILLAS** dégénérées, 145.
- HI-TECH** et lo-tech (affrontements asymétriques, etc.), 151.
- IMMIGRATION** mafieuse (illégal-criminelle, trafics d'êtres humains, etc.), 157.
- INFORMATION** (société d' - guerre d', etc.), 158.
- JUSTICE** (face aux nouvelles menaces), 163.
- LOUPS SOLITAIRES** et desperados, 167.
- MASSACRES** (et terreur du XXI^e siècle), 169.
- MÉGAPOLES** incontrôlées, 172.
- MONDIALISATION** (et nouvelles menaces), 175.
- MULTINATIONALES** (et nouvelles menaces), 178.
- NARCOTRAFIC** (extension de - lutte contre le), 183.
- NOMOS** de la Terre, 185.
- NOUVELLES ?** Pourquoi les nouvelles menaces le sont vraiment, 188.
- NUCLÉAIRE** (trafics - terrorisme), 192.
- OPÉRATIONS SPÉCIALES** (durant la guerre froide - aujourd'hui), 199.
- ORDRE MONDIAL** (ancien - nouvel), 203.
- PIRATERIE**, 209.
- RÉALITÉ** (difficulté de la perception des nouvelles menaces), 215.
- RECHERCHE** (et nouvelles menaces), 217.
- RENSEIGNEMENT** (et nouvelles menaces), 219.
- SECTES** et entités irrationnelles violentes (meurtrières - millénaristes - suicidaires), 225.
- SÉCURITÉ** (la dimension régionale), 229.
- SIVAM**, etc. (contrôle satellitaire des zones grises de la Terre), 231.
- STUPÉFIANTS** (comptage des consommateurs de), 234.
- SUPERPUISSANCE** (et chaos mondial), 236.
- TERRORISMES** (d'hier - de demain), 241.
- TRIANGLE D'OR** (une zone grise archétypique), 245.
- WESTPHALIE** (traités de, quand l'ordre international devint un ordre interétatique), 249.
- YOUSSEF**, Ramzi (figure du terroriste postmoderne), 251.
- ZONES GRISES**, 255.



CHEAR, Centre des Hautes Études de l'Armement

Le CHEAR est une institution de formation et de réflexion créée en 1964 au sein de la Délégation générale pour l'armement du ministère de la Défense.

- Le CHEAR organise des cycles de formation diversifiés : sessions nationales et internationales, formations supérieures spécialisées, s'adressant aux futurs responsables de l'armement appelés à exercer d'importantes responsabilités dans l'administration et l'industrie.

- Le CHEAR contribue à la réflexion de la Défense par l'organisation de colloques, de conférences et de groupes de recherche et de réflexion. Ces groupes réunissent civils et militaires, experts, chercheurs et responsables éminents de la fonction publique et de l'industrie, qui s'expriment ici à titre personnel. Ils travaillent en commun à alimenter la réflexion des spécialistes de la Défense et de l'armement ; au-delà, ils apportent à un public plus vaste une information rigoureuse sur ces questions.

- Pour contacter le CHEAR :

Tél. 01 44 42 34 44 – Fax 01 44 42 34 47

E-mail : chear@pro.grolier.fr

